Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains des 29 avril - 2 mai 2017

n° 19368

Klaus Iohannis sur le Brexit : « les citoyens d'abord, l'argent après ».
Nouvelles inquiétudes des médias quant aux projets de loi sur l'aménagement des peines de prison.
Election présidentielle en France.

Conseil européen extraordinaire / Brexit. Les médias roumains commentent les résultats du Conseil européen à 27 qui a adopté le 29 avril dernier, à l'unanimité, les "orientations" pour les négociations à venir sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. « *L'unité, mot d'ordre à Bruxelles* » titre *RFI Roumanie ; « exercice de force et de volonté politique préfigurant un divorce couteux et un véritable 'savage Brexit'* », estime Cristian Unteanu, correspondant d'*Adevărul* à Bruxelles. « *Il reste à attendre les résultats [électoraux] en France pour savoir si ce que nous venons d'entendre à Bruxelles deviendra ou non une réalité politique à long terme et si cela conduira au renforcement rapide du projet européen* ».

A l'issue du Conseil, le chef de l'Etat roumain s'est félicité du fait que les grandes lignes adoptées correspondaient à son approche exprimée dès sa rencontre avec Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE, à Bucarest: *« les citoyens d'abord, l'argent après »*. « *Le premier point qui sera négocié est le sort des personnes [affectées par le Brexit]. Dans notre cas, l'accent est bien évidemment mis sur les Roumains qui travaillent et vivent en Grande-Bretagne* » (*Agerpres*).

Quant à l'aspect financier du Brexit, le Président roumain a souligné qu'il ne s'agissait pas « *d'une facture ou d'une ammende* » que le Royaume-Uni devait payer. *« Il s'agit tout simplement d'engagements financiers pris avant l'enclenchement du Brexit. Tout le monde s'attend à ce que le Royaume-Uni respecte ses engagements »*, a déclaré Klaus Iohannis. «*Nous devons fixer de manière claire les obligations financières qui résultent du Brexit, les modalités de leur calcul et de leur réglement, car tout le monde a des projets européens en cours. Ces questions sont extrêmement importantes pour la Roumanie : il s'agit des fonds pour la cohésion, pour l'agriculture, etc. Nous devons savoir sur quelles sommes nous pouvons compter et à quoi nous avons droit* ».

Le Président roumain a également souligné la nécessité d'un séquençage clair des négociations : le débat sur les modalités de la sortie du Royaume-Uni de l'UE doit apporter « *des progrès et des conclusions fermes* », avant le début de la deuxième étape consistant à imaginer sa future collaboration avec l'UE après 2019.

Klaus Iohannis a également appellé à l'unité, en précisant qu'il était important qu'aucun des 27 Etats-membres ne mène des négociations séparées. « *L'Union est importante, nous allons négocier tous ensemble, nous n'allons pas négocier séparément ou par secteur. Un pour tous, tous pour un* » (*RFI Roumanie*, *Agerpres*).

S'agissant de la candidature de la Roumanie pour accueillir l'Agence européenne des médicaments, le Président roumain a affirmé que le gouvernement devait rapidement trouver un siège qui pourrait être éventuellement mis à la disposition de l'agence dès l'automne prochain. « *Il y aura certainement des critères politiques, mais si nous ne pouvons pas offrir des conditions logistiques suffisantes, je crains que nos chances soient très faibles* » (*Agerpres*).

Ana Birchall, ministre déléguée aux Affaires européennes, a déclaré pour sa part sur *Radio România Actualități* que la Roumanie continuerait à entretenir des relations étroites avec le Royaume-Uni après le Brexit. « *Je suis persuadée que le partenariat stratégique entre la Roumanie et la Grande-Bretagne continuera et sera approfondi et renforcé. Pour la Roumanie il est très important de garder la Grande-Bretagne près de l'UE, car elle est active dans des zones d'intérêt pour la Roumanie – les Balkans occidentaux, toute notre région – il est très important de trouver un certain équilibre dans les négociations pour essayer de concilier les points de vue et les intérêts des deux côtés, que l'on parle de la défense, de la sécurité, ou bien du commerce* ».

Nouvelles inquiétudes des médias quant aux projets de loi sur l'aménagement des peines de prison. Les médias rapportent « le retour » de l'un des textes qui a provoqué en février dernier les plus grandes manifestations post-1989 en Roumanie. Environ 80 personnes ont manifesté dimanche 30 avril à Bucarest contre un projet de loi, initié par le Gouvernement en janvier dernier et en cours de traitement au Sénat, qui propose la grâce pour certaines peines de prison inférieures à 3 ans (5 ans dans le projet initial), ainsi que la réduction de moitié des peines de prison pour les personnes âgées d'au moins 60 ans, les femmes enceintes, les personnes ayant des enfants de 0 à 5 ans à charge. Les analystes font remarquer qu'alors que le projet du Gouvernement excluait de ses dispositions les peines pour faits de corruption, la commission juridique du Sénat a proposé une série d'amendements controversés ouvrant la possibilité de grâce pour les condamnés pour abus de service, diminuant de 3 ans les peines de prisons inférieures à 10 ans ou bien graciant totalement les personnes condamnées âgées de plus de 70 ans (*Realitatea TV*, *Hotnews*, *Ziare.com*, *Ziare.com*,).

La presse mentionne également une possible adoption d'un projet de loi proposant l'aménagement de certaines peines et visant à désengorger les prisons roumaines surpeuplées. Le texte devrait être soumis cette semaine au vote final du Parlement. Selon un amendement proposé par la commission juridique de la Chambre des députés, dirigée par le député social-démocrate Eugen Nicolicea, les détenus pourront bénéficier des crédits de réduction de peine de 6 jours par période de 30 jours passée dans des espaces de détention inadaptés (moins de 4 mètres carrés par personne, infiltrations d'eau ou moisissure). Le texte initial proposait une réduction de 3 jours. Un autre amendement retenu par la commission juridique ouvrirait la possibilité de bénéficier d'une réduction de 5 jours par période de 30 jours si le détenu cède 40% de sa rémunération reçue pour le travail effectué derrière les barreaux (*Radio România Actualități*).

Les médias rappellent que la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a rendu un arrêt pilote mardi 25 avril 2017 au sujet des conditions de détention dans le milieu carcéral roumain, demandant à la Roumanie de présenter dans les six mois un plan de mesures pour remédier à cette situation.

Election présidentielle en France. La presse roumaine fait toujours une part importante à l'élection présidentielle française et s'interroge sur les chances de chacun des deux candidats de remporter le deuxième tour du 7 mai prochain. *RFI Roumanie* annonce que le candidat du centre-gauche Emmanuel Macron (En Marche !), demeure le grand favori du deuxième tour, crédité de 59% des intentions de vote dans le sondage le plus récent.

Jurnalul Național estime qu'Emmanuel Macron évoque lui aussi un éventuel « Frexit » si l'Union européenne ne parvient pas à se réformer. *« Je considérerai donc que mon mandat (...) aura également pour objectif de réformer l'Union européenne et notre projet européen »*, a déclaré le candidat centriste pour la BBC.

La journaliste Marcela Feraru publie dans *Evenimentul Zilei* une correspondance de Paris, selon Emmanuel Macron continue de perdre des points en faveur de la candidate du Front national, Marine Le Pen, malgré les soutiens de la classe politique et des formateurs d'opinion. Selon *Evenimentul Zilei*, des fissures commencent à apparaitre au sein du « front républicain » qui vise à faire barrage au FN : Nicolas Dupont-Aignan, dirigeant de Debout la France !, a annoncé son ralliement à Marine Le Pen. « *La victoire de Macron n'est pas*

certaine » titre à son tour *România Liberă*, en faisant état de la tendance à la baisse du candidat centriste dans les sondages.

« Marine Le Pen pourrait quand même réussir » estime le commentateur George Scarlat sur *Contributors.ro*, selon lequel environ 45% des électeurs ont voté au premier tour pour des candidats aux opinions populistes, voire extrémistes. A part la candidate du FN (21,53% au premier tour), Jean-Luc Mélenchon (19,64%) est, selon George Scarlat, un véritable extrémiste qui plaide pour des nationalistes, souhaite reconnaitre l'annexion de la Crimée et s'opposée au bouclier antimissile de l'OTAN.

Le journaliste Paul Cozighian (correspondant de Radio France et de France Télévisions) et la politologue Irène Costellian ont été les invités de l'édition du 30 avril de l'émision « *Jocuri de putere* » sur *Realitatea TV*, consacrée à l'élection présidentielle française. Paul Cozigian a notamment parlé du déroulement du vote à l'étranger et en Roumanie.

La France en Roumanie et la Roumanie et la France

- La rédaction de *LePetitJournal.com Bucarest* est allée à la rencontre d'un couple de jeunes mariés franco-roumains, Aline Fontaine et Robert Maria, ainsi que de Béatrice Cante, de l'association *Casiopeea* qui aide les femmes atteintes du cancer du sein.

- Le group français Alten accélère son développement à Iași et recrute 200 personnes (*Ziarul de Iași*).

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie